

Objet : Arrêté portant ouverture d'enquête publique et désignation d'un commissaire enquêteur en vue du recensement des chemins ruraux de la commune

La Maire de la commune de MIGNE-AUXANCES (Vienne),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code Rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L161-1 et suivants et R161-11-1 et suivants ;

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le décret n°2022-1652 du 26 décembre 2022 relatif aux modalités de l'enquête publique portant sur le recensement des chemins ruraux ;

Vu l'arrêté du 16 février 2023 précisant le contenu du tableau récapitulatif du recensement des chemins ruraux ;

Vu la délibération du 8 avril 2024 décidant du recensement des chemins ruraux de la commune de Migné-Auxances ;

Considérant le projet de recensement des chemins ruraux de la commune ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Une enquête publique relative au projet de recensement des chemins ruraux aura lieu sur le territoire de la commune et se déroulera du mercredi 11 juin 2025 au mardi 15 juillet 2025 inclus.
Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Migné-Auxances.

ARTICLE 2 : Huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, le présent arrêté sera affiché au panneau d'affichage à l'entrée de la mairie de Migné-Auxances.

Un avis sera également affiché, dans les mêmes conditions sur les panneaux d'affichages habituels de la commune et publié sur le site internet de la commune.

L'accomplissement de ces formalités sera constaté par un certificat de la Maire à l'issue de l'enquête publique, certificat qui sera adressé au commissaire-enquêteur

Huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, un avis au public, l'informant de l'ouverture de l'enquête, sera publié dans deux journaux : Nouvelle République et Centre Presse.

La publication sera répétée dans ces deux mêmes journaux dans les huit jours suivant l'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 3 : Monsieur DOLLE Pierre, commissaire enquêteur inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire- enquêteur du département de la Vienne au titre de l'année 2025, est désigné pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur. Il recevra en personne, les observations du public en mairie de Migné-Auxances :

- Le mercredi 11 juin 2025 de 9h à 12h ;
- Le vendredi 27 juin 2025 de 9h à 12h ;
- Le mardi 15 juillet 2025 de 9h à 12h (clôture de l'enquête).

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier (notice explicative, tableau de recensement des chemins ruraux, plan de situation et délibération du Conseil municipal prescrivant le recensement des chemins ruraux sur le territoire communal), ainsi que le registre d'enquête, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront à la disposition du public en mairie de Migné-Auxances aux horaires d'ouverture de celle-ci, et pour toute la durée de l'enquête prévue à l'article 1^{er}, afin que chaque personne intéressée puisse en prendre connaissance et, éventuellement, consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Le dossier pourra également être consulté sur le site Internet de la commune (www.migne-auxances.fr) et les observations adressées à Monsieur le commissaire enquêteur par courrier postal, (en mairie de Migné-Auxances, 1 rue du 8 mai 1945 86440 MIGNE-AUXANCES) ou par mail avec en objet la mention « Enquête publique- chemins ruraux » à l'adresse : dst@migne-auxances.fr), qui les annexera au registre.

ARTICLE 5 : A l'expiration du délai d'enquête, c'est-à-dire le mardi 15 juillet 2025 à 12h, le registre d'enquête sera clos, paraphé et signé par le commissaire enquêteur qui, dans un délai d'un mois, transmettra à Madame la Maire le dossier et le registre d'enquête, accompagnés de ses conclusions motivées.

ARTICLE 6 : Si le Conseil Municipal passait outre aux conclusions défavorables du commissaire enquêteur, sa délibération devrait être motivée.

La délibération du Conseil Municipal et le dossier d'enquête seront adressés à la préfecture de POITIERS.

L'autorité territoriale Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le tribunal administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac, 86000 Poitiers, dans les deux mois qui suivent son entrée en vigueur. Dans le même délai, l'auteur du présent arrêté peut être saisi d'un recours gracieux contre celui-ci. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Notification à l'intéressé
Date et signature

Fait à Migné-Auxances, le 6 mai 2025

La Maire
Florence JARDIN



AR Prefecture

086-218601581-20250506-20250506_AM_235-AR
Reçu le 07/05/2025
Publié le 07/05/2025

AR Prefecture

086-218601581-20250506-20250506_AM_235-AR
Reçu le 07/05/2025
Publié le 07/05/2025